Existe-t-il un électorat social-libéral ?

Luc Rouban

▶ **To cite this version:**

Luc Rouban. Existe-t-il un électorat social-libéral ?. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2016, pp.6. hal-01293373

HAL Id: hal-01293373

https://sciencespo.hal.science/hal-01293373

Submitted on 24 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SciencesPo
CEVIPOF

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #12 / vague 3

Mars 2016

EXISTE-T-IL UN ÉLECTORAT SOCIAL-LIBÉRAL ?

Parmi les clés d'explication de la vie politique figure désormais en bonne place la présence d'un électorat social-libéral qui voterait à gauche tout en appelant de ses vœux une politique économique libérale. L'analyse des données montre cependant que cet électorat est très réduit. La grande majorité des électeurs de gauche sont loin de partager des valeurs libérales. Les sociaux-libéraux ne sont pas pour autant des centristes dont ils ne partagent ni les choix électoraux ni les valeurs. Rien ne permet donc d'affirmer qu'il existerait un espace de recomposition de la vie politique française pouvant réunir les réformistes de droite et de gauche.

Méthodologie : Les résultats reposent sur les vagues 1, 2 et 3 de l'Enquête électorale française, réalisées entre le 20 et le 29 novembre 2015, le 16 décembre 2015 et le 3 janvier 2016 puis entre le 22 janvier 2016 et le 2 février 2016 auprès de 23 061, 21 385 et 21 326 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Luc Rouban

Pour de nombreux commentateurs, la crise ouverte en février 2016 par le projet de loi sur la réforme du code du travail entre la gauche « contestataire » et le gouvernement est le signe de l'évolution social-libérale de ce dernier. La thèse s'est donc diffusée selon laquelle un électorat social-libéral aurait émergé, mettant au rebus l'ancienne gauche socialiste et appelant de ses vœux un tournant économique libéral. Cet électorat serait donc placé au cœur d'une stratégie électorale de recomposition du paysage politique menée au nom du réformisme et de l'adaptation à la mondialisation. L'analyse des données montre cependant que les sociaux-libéraux sont peu nombreux à gauche et ne se rapprochent de la droite que sur le terrain économique.

I – Les sociaux-libéraux dans le paysage politique et social

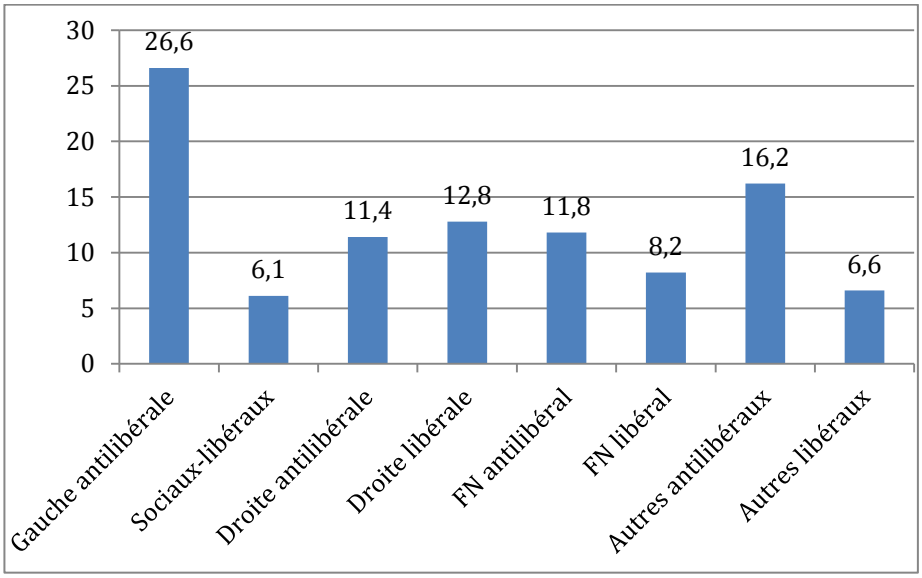
Un électorat réduit

Pour identifier l'électorat social-libéral, on a choisi de croiser les votes au premier tour des élections régionales avec un indice de libéralisme économique composé des réponses à trois questions : faut-il faire davantage confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ? ; faut-il donner davantage de liberté de licenciement aux entreprises ? ; faut-il réduire le nombre des fonctionnaires ? Cet indice va donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. Ont été considérés comme libéraux les enquêtés se situant sur les degrés 2 et 3 de l'indice.

Par ailleurs, les votes de gauche rassemblent tous les votes en faveur des listes de gauche, quelle qu'en soit la nuance, en y incluant les listes écologistes mais pas les listes régionalistes. Tous les votes régionalistes ou divers comme l'abstention et le vote blanc et nul ont été regroupés en dehors de l'analyse dans une catégorie « autre ».

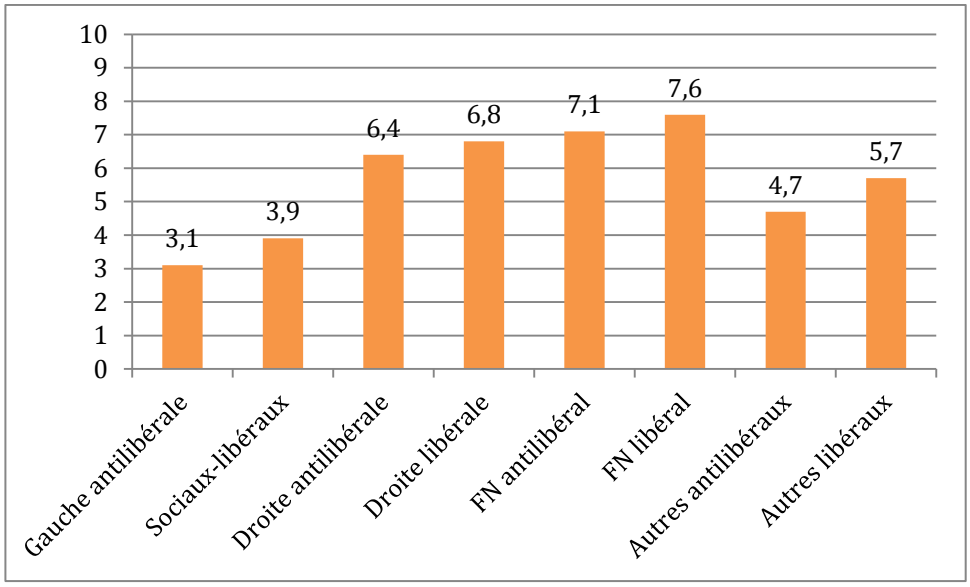
Comme le montre le graphique 1, l'électorat social-libéral représente à peine 6% des enquêtés. D'une manière plus générale, la proportion de libéraux, selon les critères retenus, ne dépasse pas le tiers de l'électorat. Rien n'indique donc une conversion massive au libéralisme économique.

Graphique 1 : La place des sociaux-libéraux dans l'électorat (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 1, 2 et 3



Les sociaux-libéraux se considèrent comme des citoyens de gauche comme l'indique leur auto-positionnement sur une échelle gauche-droite qui va de 0 à 10 (graphique 2). De la même façon, ils s'estiment proches du Parti socialiste à hauteur de 58%, contre 53% de ceux qui se situent au sein de la gauche antilibérale. On en trouve également 9% proches d'EELV et 10% proches du Modem mais 4% seulement se sentent proches du Parti de gauche et moins de 2% du PCF. L'attachement au PS est donc réel mais une lecture dans l'autre sens des résultats montre que les enquêtés proches du PS appartiennent à plus de 62% à la gauche antilibérale et que 15% seulement d'entre eux sont des sociaux-libéraux. On mesure ici l'écart entre l'électorat socialiste et l'appareil du parti ou bien les équipes gouvernementales au pouvoir depuis 2012.

Graphique 2 : L'auto-positionnement des électeurs sur l'échelle gauche-droite
(moyenne sur l'échelle, 0 à gauche, 10 à droite)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 1, 2 et 3



Note : la « droite » intègre les centristes ; les « autres » comprennent les autres partis ainsi que le vote blanc, nul et l'abstention.

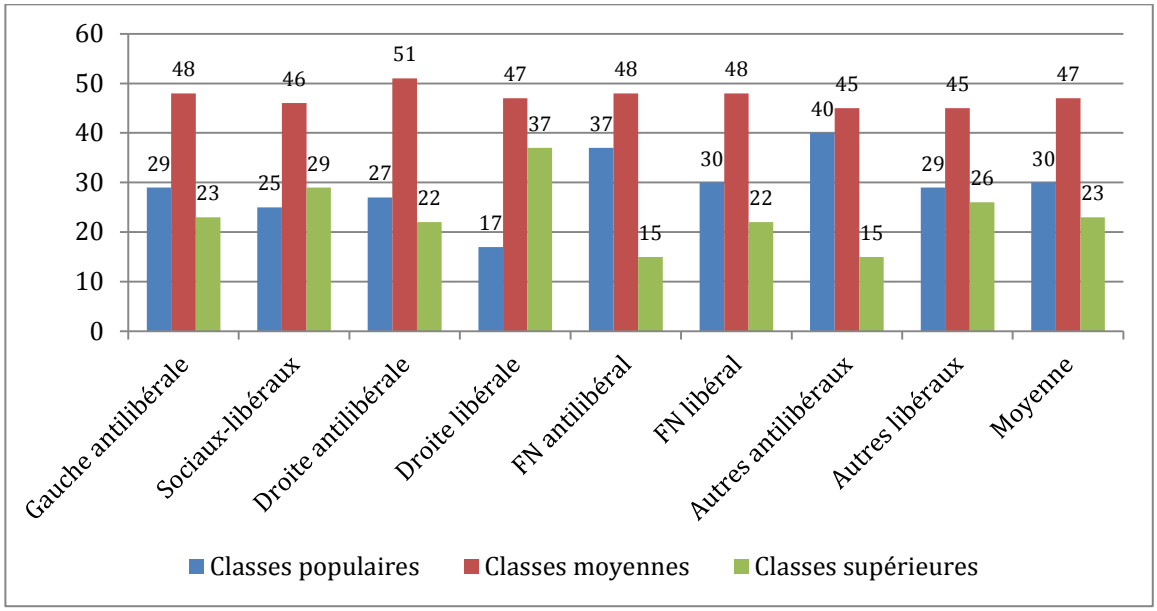
Un électorat diplômé de classes moyennes

Quel est le portrait social des électeurs sociaux-libéraux ? On dispose d'un effectif de 1 228 enquêtés permettant une analyse détaillée. Les sociaux-libéraux ne se distinguent pas de la gauche antilibérale par la répartition des tranches d'âge bien que la proportion de plus de 65 ans soit légèrement supérieure (18% contre 15%). Sur ce point, ils diffèrent des électeurs libéraux de droite qui sont en moyenne bien plus âgés (32% de plus de 65 ans). De même, on y trouve 27% de retraités contre 24% au sein de la gauche antilibérale mais 40% au sein de la droite libérale et 32% au sein des électeurs libéraux du FN. C'est un électorat un peu plus masculin que celui de la gauche antilibérale (46% d'hommes contre 42%). Ils n'ont pas d'implantation géographique particulière par rapport à la distribution moyenne. Il ne s'agit donc pas de « bobos » parisiens. Ils font en revanche partie des sous-groupes les plus diplômés puisque 44% d'entre eux ont au moins un diplôme de niveau Bac+4 contre 34% des électeurs de la gauche antilibérale. Ils partagent ce haut niveau moyen d'études avec les électeurs de la droite libérale (42%) et se distinguent fortement sur ce terrain des électeurs libéraux du FN (24%).

Cette première différence s'associe avec une appartenance importante aux catégories professionnelles supérieures : 30% en font partie contre 21% au sein de la gauche antilibérale, 33% parmi la droite libérale et 19% dans le milieu du FN libéral. On trouve ainsi dans leurs rangs 5% de membres des professions libérales ou du patronat contre 3% pour la gauche antilibérale et 7% pour la droite libérale. Ils se distinguent surtout par une proportion relativement importante de cadres du privé : 18% contre 12% au sein de la gauche antilibérale, 21% pour la droite libérale et 12% pour le FN libéral. Inversement, les cadres du public y sont moins présents (14% contre 18% pour la gauche antilibérale) tout comme les membres du monde enseignant (7% contre 11%).

Il en résulte que le revenu fiscal mensuel moyen par foyer (pondéré par le nombre d'unités de consommation) les situe parmi les groupes économiques supérieurs (1 983 € contre 1 810 € pour la gauche antilibérale et une moyenne générale de 1 816 €). Si on croise cette variable avec un indice de patrimoine permettant de compter le nombre de biens détenus par foyer, on voit que les sociaux-libéraux se distinguent socialement, certes, de la gauche antilibérale mais qu'ils sont cependant loin d'appartenir au milieu socioéconomique de la droite libérale.

Graphique 3 : La répartition sociale (revenu fiscal et patrimoine) des groupes de libéraux (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 1, 2 et 3



II – Une culture de gauche

Même si les sociaux-libéraux sont favorables au marché sur le plan économique, l'ensemble de leurs valeurs culturelles les situe clairement à gauche. Ils ne peuvent donc être considérés comme des électeurs de droite ou du centre « récupérables » par des stratégies d'union au centre.

Rejet de l'autorité, défense de l'État-providence

Seules les questions économiques placent les sociaux-libéraux en phase avec la droite et encore à condition de ne pas trop toucher à l'État-providence. Ils sont également nettement en retrait de la droite libérale sur le terrain des valeurs culturelles ou de la demande de pouvoir régalien. Pour mesurer ces diverses dimensions, on a créé, outre l'indice de libéralisme économique, trois autres indices.

Le premier est un indice de « welfare » qui mesure l'attachement à l'État-providence sur la base aux réponses à trois questions : faut-il renforcer le budget de l'assurance-maladie ; les ressources consacrées à l'assurance-chômage et celles dévolues aux aides sociales ?

Le second est un indice de libéralisme culturel reposant sur les réponses à trois questions portant sur le rétablissement de la peine de mort, le nombre jugé excessif ou non d'immigrés et le fait ou non que l'immigration soit une source d'enrichissement culturel.

Le troisième mesure la demande de pouvoir régalien à travers trois questions également : faut-il renforcer les moyens budgétaires de la police et des forces de l'ordre, faut-il renforcer les peines infligées aux délinquants et faut-il à la tête du pays un « homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » ?

Tous ces indices vont donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. Comme le montre le tableau 1, les sociaux-libéraux restent bien plus attachés que la droite libérale à l'État-providence, sont bien plus libéraux sur le plan culturel et plus distants à l'égard d'un renforcement du pouvoir régalien.

Tableau 1 : Le positionnement des sociaux-libéraux dans les univers de valeurs (moyenne des indices)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 1, 2 et 3

	Indice libéralisme économique	Indice État-providence	Indice libéralisme culturel	Indice régalien
Gauche antilibérale	0,44	1,16	1,73	1,67
Sociaux-libéraux	2,22	0,75	1,60	1,94
Droite antilibérale	0,68	0,81	0,74	2,12
Droite libérale	2,42	0,49	0,83	2,36
FN antilibéral	0,64	0,87	0,23	2,27
FN libéral	2,32	0,64	0,25	2,49
Autres antilibéraux	0,55	0,97	0,98	1,93
Autres libéraux	2,29	0,66	0,94	2,23
Moyenne	1,15	0,87	1,02	2,04

Pour prendre des exemples précis, alors que 22% des enquêtés sont favorables en moyenne au fait de donner plus de liberté de licenciement aux entreprises, les sociaux-libéraux acquiescent à hauteur de 56%. Cette proportion est de 3% chez les enquêtés de la gauche antilibérale mais 64% chez les enquêtés de la droite libérale. En revanche, la proportion de sociaux-libéraux pensant que l'Islam est une menace pour l'Occident est de 37% contre 29% au sein de la gauche antilibérale et de 62% au sein de la droite libérale (contre 88% au sein du FN libéral pour une moyenne générale de 52%).

Leur trait distinctif est également d'être les plus favorables à l'intégration européenne. Pour 49% d'entre eux, la France devrait augmenter sa participation à l'Union européenne contre 42% des électeurs de la gauche antilibérale et 39% de ceux de la droite libérale.

Les sociaux-libéraux ne sont pas des centristes qui s'ignorent

Comme on l'a vu, les sociaux-libéraux se situent à gauche de l'échelle droite-gauche et non au centre. Ils ne s'identifient pas à l'électorat de François Bayrou au premier tour de la présidentielle de 2012 qui s'avère être moins libéral tant sur le plan économique que sur le plan culturel lorsque l'on compare la moyenne des indices. Ce sont eux qui soutiennent le plus l'action de François Hollande puisqu'ils sont 20%, score le plus élevé, à s'estimer satisfaits de sa présidence. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, en suffrages exprimés, ils ont voté en faveur de François Bayrou à hauteur de 12% et de Nicolas Sarkozy pour 6% d'entre eux mais en faveur de François Hollande à concurrence de 65% et pour Jean-Luc Mélenchon à proportion de 9%. Leur choix électoral s'éloigne sensiblement de celui de la droite libérale.

Pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, leur choix va en priorité à François Hollande à concurrence de 54% dans une hypothèse de candidature à droite de Nicolas Sarkozy, puis à François Bayrou à concurrence de 21% et 3% seulement voteraient Nicolas Sarkozy. La droite libérale choisirait François Hollande à hauteur de 1%, François Bayrou à concurrence de 22% et Nicolas Sarkozy à 58%. Dans l'hypothèse d'une candidature à droite d'Alain Juppé, les sociaux-libéraux choisirait encore François Hollande à hauteur de 43%, François Bayrou à 11% et Alain Juppé à 27%. La droite libérale donnerait quant à elle 1% de ses suffrages à François Hollande, 10% à François Bayrou et 73% à Alain Juppé.

Conclusion

Le mélange de libéralisme économique et de libéralisme culturel qui caractérise les sociaux-libéraux ne permet cependant pas de penser qu'il existe un espace centriste de recomposition de la vie politique française qui permettrait aux réformistes de gauche et de droite de se retrouver.

Les sociaux-libéraux ne sont pas des centristes et ne votent qu'en faibles proportions pour les candidats du centre. Ce ne sont pas non plus de jeunes « bobos » prêts à prendre la relève réaliste du socialisme archaïque. Les sociaux-libéraux occupent une position périphérique dans le paysage politique et il semble bien dangereux d'appuyer une stratégie électorale sur leur soutien. On mesure ici la fracture entre la demande politique, toujours très fortement clivée par les enjeux économiques ou sociaux, et la construction de l'offre politique par un personnel politique pris dans ses jeux d'appareil.

Bibliographie et références documentaires

ROUBAN (Luc), *Le retour de l'autorité,* CEVIPOF, Note n° 10, *L'enquête électorale française : comprendre 2017,* février 2016.
http://www.enef.fr/les-notes/

L'auteur
Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition
Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation
Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

www.enef.fr **cevipof.2017@sciencespo.fr** **www.cevipof.com**